

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

L'Internationale d'Amsterdam et la Guerre (L. Trotsky). — Les bases du Léninisme (Suite) (Staline). — Les débats du XIII<sup>e</sup> Congrès du P. C. R. — La politique française du pétrole (Dupleix). — Pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la guerre mondiale (O. Petrowsky). — La déclaration socialiste au

Parlement (H. Borel). — Pourquoi on a réuni la Commission des Experts (Suite) (Louzon). — Chronique des Cellules (S. Broche). — L'opinion des militants : Courte réponse (Roger Rieu). — La Russie des Soviets : L'effort économique.

## L'Internationale d'Amsterdam et la Guerre

*La résolution Jouhaux. — La grève des fabriques de munitions et la grève générale en cas de guerre sont-elles possibles ? — Non, et il ne s'agit que d'endormantes motions de congrès. — Ce qu'il faut faire.*

Ni M. Jouhaux, ni ses partenaires n'ont reconnu que leur politique dans les plus grands événements de l'histoire mondiale, dans la guerre impérialiste, a été entièrement mensongère et néfaste. Nous avons donc le droit de considérer leur politique actuelle, y compris les résolutions du congrès de Vienne, comme la continuation de leur ancienne politique. Nous savons qu'avant la guerre impérialiste, syndicats et partis socialistes votaient avec la même unanimité que le congrès de Vienne des résolutions contre la guerre. Mais quand celle-ci éclata, aucun des partis socialistes européens, aucune organisation syndicale ne tenta de s'y opposer. Tous et toutes, au contraire, concoururent à l'œuvre sanglante de leurs bourgeoisies nationales. Avons-nous, je ne dis pas de garanties, mais la moindre espérance de voir, en face d'une nouvelle guerre, Jouhaux et ses compères d'Amsterdam adopter une attitude différente de celle qu'ils eurent en 1914-1918 ? Telle est notre question préalable.

On pourrait ne pas s'y arrêter si les hommes n'oubliaient si facilement leur propre expérience et s'il n'y avait des jeunes générations encore dépourvues de cette expérience. Toute la politique des leaders d'Amsterdam est basée sur la courte mémoire des uns et l'inexpérience des autres.

Examinons de plus près leur programme d'action. Ce programme recommande d'une part la propagande tendant au désarmement des haines nationales, à l'arbitrage obligatoire, etc.; il a en un mot un caractère pacifiste. D'autre part, il a l'allure d'un programme de combat puisqu'il recommande, en cas de danger de guerre, la cessation du travail dans les fabriques de munitions,

l'arrêt des transports, le boycottage économique et, enfin, la grève générale internationale.

Point n'est besoin de parler beaucoup de sa partie pacifiste. Ce serait bien beau si l'on pouvait instituer un tribunal international « équitable », dont les arrêts seraient obligatoires pour tous. Mais ce serait évidemment aux gouvernements bourgeois, détenteurs actuels du pouvoir, de l'instituer. Or, ce sont précisément eux qui créent le danger de guerre. De sorte que la question se déplace, du programme pacifiste au programme de combat, et qu'il s'agit de savoir comment les ouvriers peuvent empêcher la bourgeoisie de provoquer une nouvelle conflagration internationale.

Les moyens dont disposent les ouvriers sont : grèves partielles (aux usines de munitions), boycottage, grèves générales. Disons-le tout de suite : ces moyens patentés de Jouhaux et Cie ne constituent qu'un narcotique.

Les fabriques de munitions travaillent sans interruption dans tous les pays. Pourquoi ne pas y proclamer la grève tout de suite ? Si les gens d'Amsterdam pensent sérieusement s'opposer à la guerre, pourquoi laissent-ils fabriquer des stocks de munitions ? Ce serait un bel acompte sur les futurs exploits que d'arrêter dès aujourd'hui le travail des usines de munitions. — « Utopie ; va-t-on nous répondre. Les ouvriers n'écouteront pas notre appel. Les gouvernements trouveraient toujours assez de jaunes... » — Ces raisons, convenons-en, sont valables. Mais serait-il plus facile d'organiser la grève des usines de munitions à la veille de la guerre qu'en temps de paix ? Il faut être un crétin ou un malhonnête homme pour le soutenir. Préconiser la grève des usines de munitions à l'heure du danger immédiat de guerre, c'est pratiquement différer la grève jusqu'au moment où elle sera le moins possible. Nous n'avons pas oublié juillet 1914. L'Etat est le plus puissant à la veille de la guerre. L'Etat monopolise alors tous les instruments de la mo-

bilisation de l'opinion publique, plus la terreur. Nous eussions bien voulu voir, en août 1914, M. Jouhaux prêcher en France la grève des usines de munitions ! Mais il avait à cette époque un tout autre programme, dont nous nous souvenons bien. Avec Albert Thomas il demandait : *Des canons ! Des munitions !* Quelle raison avons-nous de croire qu'à la veille d'une nouvelle guerre les choses se passeront autrement ? Il est absurde d'imposer la plus grande charge, dans la lutte contre la guerre, aux ouvriers des entreprises de guerre. Mais les gens d'Amsterdam ont assez de bon sens pour n'y pas penser sérieusement eux-mêmes.

Leurs résolutions parlent, il est vrai, des grèves générales. C'est avec autant de sérieux. Par grève générale il faut évidemment entendre une action prolétarienne assez puissante pour empêcher la bourgeoisie d'accomplir sa volonté dans la question capitale de la guerre et de la paix. Ainsi le prolétariat organisé par la F.S.I. d'Amsterdam serait en mesure de paralyser à tout moment la bourgeoisie ! Pourquoi ne le fait-il pas sur les questions de moindre importance : prolongation de la journée de travail, augmentation des dépenses militaires ? D'où vient la magnifique assurance des gens d'Amsterdam, de trouver chez le prolétariat, 24 heures avant la minute où la bourgeoisie aurait décidé de jeter le peuple dans une nouvelle guerre, la puissance de la paralyser par la grève générale ? La bourgeoisie concentre toutes ses forces dans la période d'avant-guerre. *A ce moment, grève générale signifie révolution.* De sorte que les courageux leaders d'Amsterdam s'engagent à faire la révolution à un moment précis, choisi du reste par la bourgeoisie. Il faut, ce semble, disposer pour cela de certaines forces. Et si l'on en dispose, pourquoi remettre la révolution jusqu'à la veille de la guerre ? Ne serait-il pas plus simple de la faire en temps utile, écartant par là tout danger de guerre ?

La question s'éclaire mieux encore sous un autre aspect. La C.G.T. réformiste se rattache par des liens étroits au Parti Socialiste Français tout comme les trade-unions anglaises se rattachent au parti de Macdonald et les syndicats allemands à la social-démocratie. Le budget de la guerre — qui assure du travail aux usines de munitions — constitue le chapitre le plus important du budget de M. Snowden, ministre « ouvrier » de l'impérialisme britannique. M. Snowden, de l'Internationale d'Amsterdam, fait payer aux ouvriers anglais les impôts destinés à entretenir l'activité des fabriques de munitions. Le Parti Socialiste Français a décidé de voter le budget radical qui prévoit des dépenses militaires assez « radicales ». Et M. Jouhaux, dont la politique est la même que celle des socialistes de son pays, voudrait obliger les ouvriers français à se mettre en grève au moment où il apparaîtra que l'armée « radicale » ne se forme pas pour le plaisir mais pour la guerre. Conçoit-on plus pauvre charlatanisme ? En temps de paix nous administrons le budget de la bourgeoisie : ministres, socialistes, nous faisons payer les travailleurs pour le militarisme ; nous surveillons la bonne discipline bourgeoise à l'armée ; nous accoutumons les ouvriers à l'idée que la défense de l'Etat impérialiste est leur devoir. Mais quand la bourgeoisie, faisant sérieusement ce qu'elle fait, voudra se servir de l'armée formée avec l'appui des ministres socialistes et des syndicats réformistes, nous appellerons les ouvriers à la grève générale, etc. ! Cette politique est faite pour des moutons menés à l'abattoir.

— Mais si la grève générale contre la guerre est impossible, entendons-nous objecter les réformistes malins, que faire ? La classe ouvrière est donc désarmée contre le militarisme !

A quoi nous répondons : La classe ouvrière n'est pas désarmée contre le militarisme, mais vous faites, vous réformistes, tout ce qu'il faut pour la désarmer. Commençons si vous voulez par de menues choses. Avant d'en appeler à la grève dans les fabriques de munitions, et à plus forte raison à la grève générale, décidez de refuser à la bourgeoisie les crédits nécessaires à l'entretien de ses usines de munitions. Il est oiseux de parler de l'indépendance complète des syndicats, leur politique étant la même que celle des partis socialistes. Si les partis parlementaires refusaient d'appliquer une telle décision, les syndicats auraient à boycotter tout parti qui directement ou non approuverait les dépenses militaires de l'Etat bourgeois. Mais ce serait rompre avec les réformistes, c'est-à-dire avec soi-même. Insoluble problème !

Le refus des crédits de guerre au Parlement trancherait-il la question ? Tant que la bourgeoisie est la classe dominante, sa majorité est assurée au Parlement. Son budget de guerre sera donc voté même si les députés ouvriers ne le votent pas. L'opposition parlementaire au militarisme ne suffit pas à écarter le danger de guerre, quoiqu'il soit évident que les organisations ouvrières qui n'ont même pas le courage d'aller jusque-là ne valent pas grand-chose. Les votes contre les dépenses militaires — et contre tout le budget capitaliste — n'ont de sens que si les syndicats et les partis groupent les ouvriers pour une action irréductible contre la domination bourgeoise, non seulement quand la guerre menace mais aussi en temps de paix, c'est-à-dire pendant la préparation systématique de la guerre.

La création, dans les masses, d'une mentalité politique adéquate à cette tâche est la première condition élémentaire de la lutte contre le danger de guerre.

Mais il ne faut pas naturellement s'arrêter là. Il faut mettre sur pied l'organisation de combat de la classe ouvrière. Pour que la grève des fabriques de munitions soit possible il faut que la masse ouvrière soit, dans ces fabriques, tout au moins dans sa majorité, pénétrée de la haine de la domination bourgeoise et qu'elle ait un noyau ferme, capable de la guider au moment décisif. Certes, on ne peut, même dans ces conditions, affirmer que nous ferons la grève juste à la veille de la guerre. La grève — c'est-à-dire la révolution — est le moins probable à ce moment-là. En réalité, ou la révolution — la grève générale n'étant qu'un de ses épisodes — surgira de la lutte des classes et rendra la guerre impossible, ou la nouvelle guerre provoquera une aggravation nouvelle de la lutte des classes, amenant la grève générale et la révolution. Le révolutionnaire sérieux ne peut prendre en ces matières aucun engagement formel. Il n'en est pas de même du charlatan qui jongle avec les mots de « grève générale », d'« insurrection », de « boycottage », de « guerre », comme un clown avec des assiettes de fer-blanc...

Désireux, croirait-on, de démasquer à fond leur réformisme, les gens d'Amsterdam ont fixé au 21 septembre une journée de protestation internationale contre la guerre. Tant pis pour le militarisme ! Mais, pensera le lecteur, la classe ouvrière n'a-t-elle pas déjà sa journée antimilitariste du 1<sup>er</sup> Mai ? Le malheur c'est que le 1<sup>er</sup> mai ne tombe un dimanche que toutes les sept années. Il faut donc, pour le fêter, cesser le travail, entrer en conflit avec la bourgeoisie. Or, il est beaucoup

plus difficile d'empêcher le patronat d'exploiter le prolétariat pendant une seule journée que de promettre des grèves générales et maints miracles en cas de guerre. Aussi les gens d'Amsterdam ont-ils fixé leur protestation contre la guerre au troisième dimanche de septembre. La redoutable protestation s'y fera invisible. Cette année les organisations sont autorisées à reporter leur fête au 28 juillet, jour anniversaire de l'assassinat de Jaurès. Par bonheur ce jour tombe aussi un dimanche. Et l'an prochain point ne sera besoin de commémorer Jaurès. Les manifestations resteront fixées au troisième dimanche de septembre. Un dimanche est toujours un dimanche. L'abandon définitif du 1<sup>er</sup> mai est la seule innovation d'Amsterdam dans la lutte contre le danger de guerre.

Tirons les conclusions générales des décisions antimilitaristes du Congrès de la F. S. I. d'Amsterdam. Le devoir est de démontrer plus opiniâtrément, plus systématiquement que jamais, aux masses ouvrières, que les leaders d'Amsterdam les trompent et les trahissent dans la question essentielle, la plus aiguë, qui se pose à la société actuelle : celle de la guerre. Leurs recettes constituent un narcotique employé au service des intérêts du militarisme capitaliste. Le plus grand danger de guerre réside précisément dans l'attitude de la F. S. I. d'Amsterdam. Lui arracher la confiance des masses c'est désarmer la bourgeoisie et armer le prolétariat. Ce qu'il faut faire.

**L. TROTSKY.**